

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203883]

27 MAI 2019. — Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Les Ministres du Logement et de l'Énergie,

Vu le Code wallon du Logement et de l'habitat durable, l'article 14, remplacé par le décret du 1^{er} juin 20107 et modifié par le décret du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement, l'article 6, § 4, et 7, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du crédit social;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits en fonds B2 par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 avril 2019;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 24 mai 2019;

Vu le rapport du 17 mai 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours adressée au Conseil d'État le 25 avril 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrêtent :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o la biomasse : les matières premières d'origine végétale;

2^o le coefficient de transmission thermique de la paroi, U : la quantité de chaleur, en régime stationnaire, qui traverse un élément de construction par unité de surface, divisée par la différence de température entre l'environnement intérieur et extérieur des deux côtés de l'élément de construction concerné, en W/m²K;

3^o l'énergie finale : l'énergie consommée pour un bâtiment qui tient compte des besoins nets pour le chauffage et la production d'eau chaude sanitaire ainsi que des rendements des systèmes de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire, et des auxiliaires et éventuellement du rendement d'une installation de climatisation, auxquels on ajoute la production des panneaux solaires thermiques;

4^o la fonctionnalité à la demande : la possibilité de varier les débits de ventilation à l'aide de capteurs en fonction des besoins telle que définie dans l'annexe à l'arrêté ministériel du 16 octobre 2015 déterminant les valeurs du facteur de réduction pour la ventilation visé à l'annexe A1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

5^o la perte par transmission : la quantité de chaleur, en régime stationnaire, qui traverse les parois du bâtiment séparant l'environnement intérieur et l'ambiance extérieure, un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel;

6^o la récupération de chaleur : une forme de transfert de chaleur entre les flux d'air extrait et d'air neuf mis en œuvre dans le bâtiment;

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3^o, cette énergie finale ne tient pas compte des rendements de transformation des vecteurs énergétiques et de l'autoproduction des panneaux solaires photovoltaïques.

7^o le Règlement 812 : le Règlement délégué (UE) n^o 812/2013 de la Commission du 18 février 2013, complétant la Directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage énergétique des chauffe-eau, des ballons d'eau chaude et des produits combinés constitués d'un chauffe-eau et d'un dispositif solaire;

8^o le Règlement 813 : le Règlement (UE) n^o 813/2013 de la Commission du 2 août 2013 portant application de la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux dispositifs de chauffage des locaux et aux dispositifs de chauffage mixtes;

9^o le Règlement 814 : le Règlement (UE) n^o 814/2013 de la Commission du 2 août 2013 portant application de la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux chauffe-eau et aux ballons d'eau chaude.

10^o la Communication 2014/C 207/02 : la Communication 2014/C 207/02 de la Commission dans le cadre du Règlement (UE) n^o 813/2013 de la Commission portant application de la Directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux dispositifs de chauffage des locaux et aux dispositifs de chauffage mixtes et du Règlement délégué (UE) n^o 811/2013 de la Commission complétant la Directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage énergétique des dispositifs de chauffage des locaux, des dispositifs de chauffage mixtes, des produits combinés constitués d'un dispositif de chauffage des locaux, d'un régulateur de température et d'un dispositif solaire et des produits combinés constitués d'un dispositif de chauffage mixte, d'un régulateur de température et d'un dispositif solaire;

11^o la Communication 2014/C 207/03 : la Communication 2014/C 207/03 de la Commission dans le cadre du Règlement (UE) n^o 814/2013 de la Commission portant application de la directive 2009/125/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences d'écoconception applicables aux chauffe-eau et aux ballons d'eau chaude et du Règlement délégué (UE) n^o 812/2013 de la Commission complétant la directive 2010/30/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage énergétique des chauffe-eau, des ballons d'eau chaude et des produits combinés constitués d'un chauffe-eau et d'un dispositif solaire.

Art. 2. Tous les investissements visés par le présent arrêté respectent les prescriptions de l'arrêté royal du 29 janvier 2007 relatif à la capacité professionnelle pour l'exercice des activités indépendantes dans les métiers de la construction et de l'électronique, ainsi que de l'entreprise générale.

Art. 3. § 1^{er}. Excepté pour la prime visée à l'article 5, le logement objet de prime satisfait aux exigences minimales de sécurité, d'étanchéité et de stabilité suivantes :

- 1° la conformité de l'installation électrique aux réglementations en vigueur;
- 2° la conformité de l'installation de gaz aux réglementations en vigueur;
- 3° l'exemption de contamination avérée de mэрule ou champignon aux effets analogues;
- 4° la stabilité de la structure portante du bâtiment, soit des sols, des murs, des planchers, des plafonds, des escaliers, de la charpente et des fondations;
- 5° l'étanchéité de la couverture de toiture.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, lorsque le logement objet de prime n'est pas occupé à la date de l'enregistrement du rapport d'audit par l'auditeur, les exigences minimales fixées au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, sont respectées au moment de l'occupation et au plus tard dans les vingt-quatre mois de l'enregistrement du premier rapport de suivi de travaux.

Avant l'occupation du logement objet de prime et au plus tard dans les vingt-quatre mois de l'enregistrement du premier rapport de suivi de travaux, le demandeur apporte la preuve du respect des exigences minimales visées au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, à l'administration par la production des attestations de conformité.

§ 3. La superficie minimale habitable du logement objet de prime est de quinze m².

CHAPITRE 2. — Aides à la réalisation d'un audit et d'investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Section 1^{re}. — Le rapport d'audit

Art. 4. Une prime est octroyée pour la réalisation du rapport du module de base pour un audit de type 1, 2, 3 ou 4 réalisé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement et aux articles 2 à 5 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 définissant les différentes catégories d'audit visées à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement. Le montant de base de la prime est de 110 euros.

Section 2. — Les travaux de toiture

Art. 5. Une prime est octroyée pour le remplacement de la couverture de la toiture.

Le montant de base de la prime est de 6 euros par m² de surface de couverture de toiture remplacée.

Art. 6. Une prime est octroyée pour l'appropriation de la charpente.

Le montant de base de la prime est de 250 euros.

Art. 7. Une prime est octroyée pour le remplacement d'un dispositif de collecte et d'évacuation des eaux pluviales, à l'exception des dispositifs de stockage.

Le montant de base de la prime est de 100 euros.

Section 3. — L'assèchement, la stabilité et la salubrité des murs et du sol

Sous-section 1^{re}. — L'assèchement des murs

Art. 8. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'assèchement des murs en vue de régler les défauts d'étanchéité suivants :

1° infiltration (murs extérieurs);

2° humidité ascensionnelle.

Le montant de base de la prime pour les investissements visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, est de 5 euros par m² de surface asséchée.

Le montant de base de la prime pour les investissements visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, est de 6 euros par mètre courant de pied du mur.

Sous-section 2. — Le renforcement des murs extérieurs instables ou la démolition et la reconstruction totale de ces murs

Art. 9. Une prime est octroyée pour le renforcement des murs extérieurs instables ou la démolition et la reconstruction totale de ces murs.

Le montant de base de la prime est de 8 euros par m².

Sous-section 3. — Le remplacement des supports (notamment gıtage, hourdis) des aires de circulation d'un ou plusieurs locaux

Art. 10. Une prime est octroyée pour le remplacement des supports des aires de circulation d'un ou plusieurs locaux en ce compris le remplacement des aires de circulation et des sous-couches, ainsi que des plinthes, induit par les travaux de remplacement des supports.

La prime pour le remplacement des aires de circulation et des sous-couches, ainsi que des plinthes induit par des travaux d'isolation thermique du sol sur la dalle ne peut être cumulée avec la prime pour le remplacement des aires de circulation et des sous-couches, ainsi que des plinthes visées à l'alinéa 1^{er}.

Le montant de base de la prime est de 5 euros par m².

Sous-section 4. — Les travaux de nature à éliminer la mэрule ou tout champignon aux effets analogues, par remplacement ou traitement des éléments immeubles attaqués

Art. 11. Une prime est octroyée pour la réalisation de travaux de nature à éliminer la mэрule ou tout champignon aux effets analogues, par remplacement ou traitement des éléments immeubles attaqués.

Le montant de base de la prime est de 250 euros.

Sous-section 5. — Les travaux de nature à éliminer le radon

Art. 12. Une prime est octroyée pour la réalisation de travaux de nature à éliminer le radon, pour autant que ces travaux soient recommandés par l'autorité compétente.

Le montant de base de la prime est de 250 euros.

Section 4. — L'appropriation de l'installation électrique et de gaz

Art. 13. Une prime est octroyée pour les travaux d'appropriation de l'installation électrique.

Le montant de base de la prime est de 200 euros.

Art. 14. Une prime est octroyée pour les travaux d'appropriation de l'installation de gaz.

Le montant de base de la prime est de 200 euros.

Section 5. — Les investissements relatifs à l'amélioration de la performance énergétique de l'enveloppe

Sous-section 1^{re}. — L'isolation du toit, des murs et du sol

Art. 15. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'isolation thermique du toit ou des combles en contact avec l'ambiance extérieure, un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel, à la condition que la paroi soit isolée au moyen d'un matériau isolant permettant d'atteindre un coefficient de transmission thermique maximal de la paroi, U , inférieur ou égal à $0,20 \text{ W/m}^2\text{K}$.

§ 2. Une prime est octroyée pour l'isolation thermique des murs ou du sol en contact avec l'ambiance extérieure, un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel, à la condition que la paroi soit isolée au moyen d'un matériau isolant permettant d'atteindre un coefficient de transmission thermique maximal de la paroi, U , inférieur ou égal à $0,24 \text{ W/m}^2\text{K}$.

§ 3. Une prime est octroyée pour le remplacement des aires de circulation et des sous-couches, ainsi que des plinthes en cas d'isolation thermique du sol sur la dalle.

§ 4. Le montant de base de la prime visée aux paragraphes 1^{er} et 2 est de 0,15 euros par kWh économisé au niveau des pertes par transmission, conformément au calcul établi à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 définissant la procédure de demande et de réalisation d'un rapport de suivi de travaux. Ce montant est majoré de 25 % si la teneur biosourcée du produit mis en œuvre dans le cadre de l'investissement, mesurée selon la norme prEN 16785-2 : 2018 est supérieure ou égale à 70 %. La preuve en est apportée par un audit externe réalisée selon la norme EN 17 065.

Le montant de base de la prime visée au paragraphe 3 est de 5 euros par m^2 .

Sous-section 2. — Le remplacement des menuiseries ou des vitrages

Art. 16. Une prime est octroyée pour le remplacement des menuiseries ou des vitrages en contact avec l'ambiance extérieure, un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel.

Au terme des travaux, les menuiseries, c'est-à-dire les portes et châssis, respectent un coefficient de transmission thermique pour la fenêtre ou la porte U_w égal ou inférieur à $1,5 \text{ W/m}^2\text{K}$. Les vitrages placés dans les menuiseries extérieures respectent un coefficient de transmission thermique U_g égal ou inférieur à $1,0 \text{ W/m}^2\text{K}$ et déterminé conformément au marquage CE, c'est-à-dire calculé selon la NBN EN 673. La prime n'est attribuée que si la norme NBN S23-002 est respectée et que si le vitrage est identifiable via un marquage sur l'espaceur entre les feuilles de verre.

Le montant de base est de 0,15 euros par kWh économisé au niveau des pertes par transmission, conformément au calcul établi à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 définissant la procédure de demande et de réalisation d'un rapport de suivi de travaux.

Section 6. — Les systèmes

Sous-section 1^{re}. — Les systèmes de production de chaleur et d'eau chaude sanitaire

Art. 17. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation ou le remplacement :

1° d'une pompe à chaleur pour la production exclusive d'eau chaude sanitaire;

2° d'une pompe à chaleur pour le chauffage d'un logement ou combinée.

§ 2. Pour être éligible, l'installation d'une pompe à chaleur :

1° est réalisée par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

2° répond aux critères définis dans l'annexe.

Les pompes à chaleur pour le chauffage d'un logement ou combinées qui rejettent l'énergie thermique sur l'air ne sont pas éligibles au bénéfice de la prime.

§ 3. Le montant de base de la prime visée au paragraphe 1^{er}, 1°, est de 500 euros.

Le montant de base de la prime visée au paragraphe 1^{er}, 2°, est de 1.000 euros.

Art. 18. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'une chaudière biomasse pour le chauffage d'un logement.

§ 2. Pour être éligible, l'installation répond aux conditions suivantes :

1° les travaux sont réalisés par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

2° l'appareil répond aux définitions, exigences, essais et marquages de la norme NBN EN 303-5 et a une efficacité de Classe 5 établie selon cette norme pour au moins un des combustibles autorisés.

La Classe porte à la fois sur le rendement et sur les émissions mesurés lors d'un même test réalisé selon la norme NBN EN 303-5.

L'appareil respecte les exigences de Classe aussi bien lors du test à la puissance nominale et, pour les appareils avec une plage de modulation de puissance, lors du test à la puissance utile minimale.

Les appareils à condensation sont testés selon la même méthodologie.

3° l'appareil n'a pas de combustible fossile parmi les combustibles autorisés;

4° l'appareil est conforme à l'arrêté royal du 12 octobre 2010 réglementant les exigences minimales de rendement et les niveaux des émissions de polluants des appareils de chauffage alimentés en combustible solide.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 1.000 euros.

§ 4. La somme des montants de base relatifs aux investissements visés au paragraphe 1^{er} et à l'article 21, § 1^{er}, est majorée de cinquante pour cent lorsque les conditions suivantes sont respectées :

1° les investissements sont réalisés simultanément;

2° les investissements sont repris dans le même bouquet de travaux, tel que défini à l'article 2, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

3° les investissements respectent les critères visés au paragraphe 2 et à l'article 20, § 2.

Art. 19. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'un poêle biomasse à foyer fermé.

§ 2. Pour être éligible, l'installation répond aux conditions suivantes :

1° les travaux sont réalisés par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

2° l'appareil est conforme à l'arrêté royal du 12 octobre 2010 réglementant les exigences minimales de rendement et les niveaux des émissions de polluants des appareils de chauffage alimentés en combustible solide;

3° l'appareil affiche des performances à pleine charge établies selon les normes visées dans l'arrêté royal du 12 octobre 2010 réglementant les exigences minimales de rendement et les niveaux des émissions de polluants des appareils de chauffage alimentés en combustible solide, et renseignées au tableau suivant :

Type de combustible	Rendement	Emissions de monoxyde de carbone (CO)	Emissions de particules (PM)	Emissions d'oxyde d'azote (NOx)
Pellets	≥ 87 %	≤ 250 mg/Nm ³	≤ 20 mg/Nm ³	≤ 200 mg/Nm ³
Autres biomasses	≥ 75 %	≤ 1250 mg/Nm ³	≤ 30 mg/Nm ³	≤ 200 mg/Nm ³

§ 3. Le montant de base de la prime est de 250 euros.

§ 4. La somme des montants de base relatifs aux investissements visés au paragraphe 1^{er} et à l'article 21, § 1^{er}, est majorée de cinquante pour cent lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° les investissements sont réalisés simultanément;

2° les investissements sont repris dans le même bouquet de travaux, tel que défini à l'article 2, 6°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 relatif à l'audit logement;

3° les investissements respectent les critères visés au paragraphe 2 et à l'article 20, § 2.

Art. 20. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'un chauffe-eau solaire.

§ 2. Pour être éligible, l'installation répond aux conditions suivantes :

1° l'installation est réalisée par un installateur certifié pour les activités visées à l'article 3, § 2, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juin 2013 mettant en place un système de certification des installateurs de systèmes de production d'énergie à partir de sources renouvelables et des professionnels des travaux liés à l'efficacité énergétique;

2° l'installation comporte des capteurs solaires présentant une surface optique de minimum deux m²;

3° les capteurs répondent aux exigences de la norme européenne applicable. Ils satisfont aux tests prévus dans la norme NBN EN 12975, et ce, selon les prescriptions du label « Solar Keymark » ou de tout autre système équivalent reconnu par le ministre qui a l'Énergie dans ses attributions ou son délégué;

4° le dimensionnement de l'installation permet une fraction solaire de minimum soixante pour cent;

5° le système atteint un niveau minimum de performance globale.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5°, ce niveau minimum est déterminé par le respect des conditions suivantes relatives notamment à l'orientation du capteur et au système de comptage équipant l'installation :

1° le capteur est orienté du sud jusqu'à l'est ou l'ouest;

2° l'installation comprend les éléments de comptage suivants :

a) un débitmètre et deux thermomètres permettant un contrôle visuel instantané du fonctionnement de l'installation;

b) un compteur d'énergie thermique dont les sondes de température nécessaires à son bon fonctionnement sont correctement raccordées;

c) un compteur d'eau sanitaire sur le circuit sanitaire.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 750 euros.

Sous-section 2. — Les systèmes de ventilation

Art. 21. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour l'installation d'un des systèmes de ventilation suivants :

1° un système centralisé de ventilation mécanique simple flux équipé d'une fonctionnalité à la demande;

2° un système centralisé de ventilation mécanique double flux avec récupération de chaleur.

§ 2. Pour être éligible, l'installation :

1° respecte les exigences de la section 3 de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

2° respecte les prescriptions de l'annexe C2 et, le cas échéant, de l'annexe C3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

3° est équipée au minimum d'un dispositif d'atténuation acoustique en extraction et, le cas échéant, en pulsion;

4° est équipée, le cas échéant, d'un dispositif de récupération de chaleur d'une efficacité minimale de septante-huit pour cent selon la NBN EN 308, complétée par l'annexe G de l'annexe A1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

§ 3. Le montant de base de la prime visée au paragraphe 1^{er}, 1°, est de 500 euros.

Le montant de base de la prime visée au paragraphe 1^{er}, 2°, est de 1.200 euros.

Sous-section 3. — L'augmentation des rendements de production, de distribution, de stockage et d'émission des installations de chauffage, à l'exception du remplacement, du réglage ou de l'entretien des appareils à combustible liquide ou gazeux et de leurs organes de combustion

Art. 22. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour les travaux d'amélioration de l'efficacité des systèmes de chauffage, à l'exclusion des travaux visés aux articles 17 à 20.

§ 2. Les travaux impliquant la pose de nouvelles conduites, le déplacement et le remplacement de conduites existantes ou la pose d'isolant sur des conduites, accessoires ou ballon d'eau chaude existant, respectent les prescriptions de la section 1.5 de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

Pour les travaux qui impliquent le remplacement d'un ballon d'eau chaude existant, le nouveau ballon de stockage respecte les mêmes exigences que celles visées au point 3.a.d de l'annexe.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 0,15 euros par kWh d'énergie finale économisée en situation théorique, conformément au calcul établi à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 définissant la procédure de demande et de réalisation d'un rapport de suivi de travaux.

Section 4. — L'augmentation des rendements de production, de distribution et de stockage des installations d'eau chaude sanitaire à l'exception du remplacement, du réglage ou de l'entretien des producteurs, autonomes ou combinés, à combustible liquide ou gazeux et de leurs organes de combustion

Art. 23. § 1^{er}. Une prime est octroyée pour les travaux d'amélioration de l'efficacité des systèmes de production d'eau chaude sanitaire, à l'exclusion des travaux visés aux articles 17 à 20.

§ 2. Pour les travaux impliquant la pose de nouvelles conduites, le déplacement et le remplacement de conduites existantes ou la pose d'isolant sur des conduites, accessoires ou ballon d'eau chaude existant, il faut respecter les prescriptions de la section 1.5 de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

Pour les travaux qui impliquent le remplacement d'un ballon d'eau chaude existant, le nouveau ballon de stockage respecte les mêmes exigences que celles visées au point 3.a.d de l'annexe.

§ 3. Le montant de base de la prime est de 0,15 euros par kWh d'énergie finale économisée en situation théorique, conformément au calcul établi à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 définissant la procédure de demande et de réalisation d'un rapport de suivi de travaux.

CHAPITRE III. — Investissements portant sur l'isolation de la toiture dans le cadre d'un rénopak

Art. 24. Le montant de base de la prime pour les investissements à la toiture visée à l'article 22, § 4, de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du crédit social et à l'article 22, § 4, de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits en fonds B2 par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, pour ce qui est de l'isolation thermique du toit ou des combles en contact avec l'ambiance extérieure, un espace non chauffé ou qui n'est pas à l'abri du gel est de 7,50 € par m².

CHAPITRE IV. — Disposition finale

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 17, § 2, 1^o et 18, § 2, 1^o, entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2020.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 19, § 2, 1^o, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Namur, le 27 mai 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

Annexe à l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement

Critères à remplir pour que la pompe à chaleur soit éligible à la prime

1. Couverture des besoins thermiques

La pompe à chaleur est dimensionnée de manière à couvrir l'ensemble des besoins thermiques pour le chauffage du bâtiment ou pour la production d'eau chaude sanitaire pour une température de l'air extérieur supérieure ou égale à une valeur appelée température bivalente qui est au maximum de 2 °C.

2. Présence d'un compteur électrique

L'installation est munie au minimum d'un compteur électrique permettant de mesurer la consommation dédiée à l'utilisation de la pompe à chaleur et des auxiliaires de l'installation (c'est-à-dire notamment les circulateurs et les éventuels thermoplongeurs). Les compteurs répondent aux prescriptions de l'annexe C4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments.

3. Performances énergétiques minimales

3.a. Pompes à chaleur pour le chauffage des locaux et combinées

Les exigences de performance sont exprimées de façon différente suivant que la pompe à chaleur est soumise ou non au Règlement 813 et suivant que son vecteur énergétique est l'électricité ou le gaz.

3.a.a. Pompes à chaleur électriques soumises au Règlement 813 pour le chauffage des locaux

Ne sont concernées que les pompes à chaleur avec les combinaisons de source de chaleur et de rejet d'énergie suivantes :

- Air extérieur / Eau
- Sol (via eau glycolée) / Eau
- Sol (évaporation directe) / Eau
- Eau (souterraine ou de surface) / Eau

La pompe à chaleur pour le chauffage d'un logement respecte un coefficient de performance en mode actif ($SCOP_{ON}$) minimal, établi selon la méthodologie du Règlement 813, complété par la Communication 2014/C 207/02.

Celui-ci varie en fonction de la technologie mise en œuvre et du régime de température déclaré sur la Fiche Technique EcoDesign par le fabricant :

- S'il est déclaré « Basse température : 'Oui' », il faut se baser sur les données ainsi que sur le critère à 35 °C;
- S'il est déclaré « Basse température : 'Non' », il faut se baser sur les données ainsi que sur le critère à 55 °C.

Les coefficients de performance en mode actif ($SCOP_{ON}$) à atteindre sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	$SCOP_{ON}$ 35 °C	$SCOP_{ON}$ 55 °C
Air extérieur	Eau	3,2	2,825
Eau	Eau	3,325	2,95
Sol	Eau	3,325	2,95

3.a.b. Pompes à chaleur électriques non soumises au Règlement 813 pour le chauffage des locaux

Ne sont concernées que les pompes à chaleur avec la combinaison de source de chaleur et de rejet d'énergie suivantes : sol (évaporation directe) / condensation directe (via la structure du bâtiment).

La pompe à chaleur électrique pour le chauffage d'un logement respecte un coefficient de performance (COP) minimal déterminé de l'une ou l'autre manière suivante :

- Soit selon la norme NBN EN 15879-1, en tenant compte des exigences suivantes :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain en contact avec l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Sol (évaporation directe)	Condensation directe (via la structure du bâtiment)	1,5 °C	35 °C	4,1

- Soit selon la méthodologie de la norme NBN EN 14511, en tenant compte des exigences suivantes :

Source de captation	Rejet d'énergie	T° du bain en contact avec l'évaporateur	T° source chaude à la sortie du condenseur	COP Minimal
Sol (évaporation directe)	Condensation directe (via la structure du bâtiment)	- 5 °C	35 °C	4

3.a.c. Pompes à chaleur au gaz à sorption soumises au Règlement 813 pour le chauffage des locaux

Ne sont concernées que les pompes à chaleur avec les combinaisons de source de chaleur et de rejet d'énergie suivantes :

- Air extérieur / Eau
- Sol (via eau glycolée) / Eau
- Sol (évaporation directe) / Eau
- Eau (souterraine ou de surface) / Eau

La pompe à chaleur pour le chauffage d'un logement respecte un coefficient d'efficacité d'utilisation saisonnière du gaz en mode chauffage (SGUEh) minimal, établi selon la méthodologie du Règlement 813, complété par la Communication 2014/C 207/02.

Celui-ci varie en fonction de la technologie mise en œuvre et du régime de température déclaré sur la Fiche Technique EcoDesign par le fabricant :

- S'il est déclaré « Basse température : 'Oui' », il faut se baser sur les données ainsi que sur le critère à 35 °C;
- S'il est déclaré « Basse température : 'Non' », il faut se baser sur les données ainsi que sur le critère à 55 °C.

Les coefficients d'efficacité d'utilisation saisonnière du gaz en mode chauffage (SGUEh) à atteindre sont :

Source de captation	Rejet d'énergie	SGUEh 35 °C	SGUEh 55 °C
Air extérieur	Eau	1,28	1,13
Eau	Eau	1,33	1,18
Sol	Eau	1,33	1,18

3.a.d. Pompes à chaleur combinées

Si la pompe à chaleur est également utilisée pour la production d'eau chaude sanitaire et que l'installation est munie d'un ballon d'eau chaude séparé (non intégré à la pompe à chaleur), celui-ci affiche :

- Soit, pour les ballons d'eau chaude d'un volume inférieur ou égal à 500L, une classe d'efficacité énergétique de C au minimum, établie selon la méthodologie du Règlement délégué 812, complété par la Communication 2014/C 207/03;

- Soit, pour les ballons d'eau chaude d'un volume supérieur à 500L, des pertes statiques, S, exprimées en W, établies selon la méthodologie du Règlement (UE) n° 814/2013, complété par la Communication 2014/C 207/03, n'excédant pas :

où V représente le volume du ballon d'eau chaude, exprimé en l.

Le système permet de prévenir le risque de légionellose et est muni d'un groupe de sécurité classique.

3.b. Pompes à chaleur pour la production exclusive d'eau chaude sanitaire (PAC ECS) soumises au Règlement 814

Le système permet de prévenir le risque de légionellose et il est muni d'un groupe de sécurité classique.

Les pompes à chaleur pour la production d'eau chaude sanitaire affichent une efficacité énergétique pour le chauffage de l'eau minimale, η_{wh} , établie selon la méthodologie du Règlement 814, complété par la Communication 2014/C 207/03, qui varie en fonction du profil de puisage de l'appareil.

Les efficacités énergétiques pour le chauffage de l'eau à atteindre sont :

Profil de puisage de la pompe à chaleur	Source de chaleur : « Air extérieur »	Source de chaleur : « Eau » ou « Sol »
M	$\eta_{wh} \geq 65 \%$	$\eta_{wh} \geq 100 \%$
L	$\eta_{wh} \geq 75 \%$	$\eta_{wh} \geq 115 \%$
XL	$\eta_{wh} \geq 80 \%$	$\eta_{wh} \geq 123 \%$
XXL, 3XL & 4XL	$\eta_{wh} \geq 85 \%$	$\eta_{wh} \geq 131 \%$

Cette information se trouve sur la Fiche Technique EcoDesign de l'appareil.

4. Critère particulier pour les pompes à chaleur avec l'air extérieur comme source de chaleur

4.a. L'évaporateur se trouve à l'extérieur du bâtiment.

Dans le cas d'une captation dynamique sur l'air extérieur, l'évaporateur peut être installé à l'intérieur du bâtiment, s'il est muni de gaines hermétiques et calorifugées pour l'aspiration de l'air extérieur et l'évacuation de l'air aspiré vers l'extérieur du bâtiment.

4.b. Dans le cas d'une captation statique sur l'air extérieur, la pompe à chaleur n'est pas équipée d'un dispositif de dégivrage, mais l'échangeur extérieur est orienté entre l'est et l'ouest en passant par le sud, sans entrave à l'ensoleillement ni à la circulation naturelle de l'air.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 27 mai 2019 portant exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit, de ses rapports de suivi des travaux et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.

Namur, le 27 mai 2019.

J.L. CRUCKE

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203883]

27. MAI 2019. — Ministerieller Erlass zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung

Die Minister für Wohnungswesen und für Energie,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 14, ersetzt durch das Dekret vom 1. Juni 2017 und abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung, Artikel 6 § 4, und 7, § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2004 über das Audit einer Wohnung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze für die Gewährung der Kredite durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft und die Sozialkreditschalter;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze zur Gewährung der Kredite als Fonds B2 durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie ("Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie");

Aufgrund der am 25. April 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. Mai 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 17. Mai 2019;

Aufgrund des am 25. April 2019 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung, dass dieses Gutachten nicht innerhalb dieser Frist übermittelt worden ist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,

Beschließen:

KAPITEL I. — Allgemeines

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Biomasse: die Rohstoffe pflanzlichen Ursprungs;

2° der Wärmedurchgangskoeffizient der Wand, U: die Wärmemenge pro Flächeneinheit, die im stationären Zustand durch ein Bauelement strömt, dividiert durch die Temperaturdifferenz zwischen der inneren und äußeren Umgebung auf beiden Seiten des betreffenden Bauelements, in W/m^2K ;

3° die Endenergie: die für ein Gebäude verbrauchte Energie, wobei der Nettobedarf für Heizung und Warmwasserbereitung sowie die Effizienz von Heiz- und Warmwasserbereitungssystemen, und der Hilfsanlagen und gegebenenfalls die Effizienz einer Klimaanlage sowie die Herstellung von thermischen Solaranlagen berücksichtigt werden;

4° Funktionalität nach Bedarf: die Möglichkeit, den Volumenstrom der Belüftung mit Hilfe von Sensoren je nach Bedarf zu variieren gemäß dem Anhang des ministeriellen Erlasses vom 16. Oktober 2015 zur Bestimmung der Werte des Reduktionsfaktors für die Lüftung nach Anhang A1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

5° Übertragungsverlust: die Wärmemenge, die im stationären Zustand durch die Wände des Gebäudes, die die Innen- und Außenbereiche trennen, durch einen unbeheizten Raum oder einen Raum, der nicht vor Frost geschützt ist, strömt;

6° Wärmerückgewinnung: eine Form der Wärmeübertragung zwischen Abluft- und Frischluftströmen im Gebäude;

Was Absatz 1 Ziffer 3° betrifft, berücksichtigt diese Endenergie die Umwandlungsleistungen der Energieträger und die Eigenproduktion der photovoltaischen Solaranlagen nicht.

7° die Verordnung 812: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 812/2013 der Kommission vom 18. Februar 2013 zur Ergänzung der Richtlinie 2010/30/EU des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Energieeffizienz kennzeichnung von Warmwasserbereitern, Warmwasserspeichern und Verbundanlagen aus Warmwasserbereitern und Solareinrichtungen;

8° die Verordnung 813: die Verordnung (EU) Nr. 813/2013 der Kommission vom 2. August 2013 zur Durchführung der Richtlinie 2009/125/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Anforderungen an die umweltgerechte Gestaltung von Raumheizgeräten und Kombiheizgeräten;

9° die Verordnung 814: die Verordnung (EU) Nr. 814/2013 der Kommission vom 2. August 2013 zur Durchführung der Richtlinie 2009/125/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Anforderungen an die umweltgerechte Gestaltung von Warmwasserbereitern und Warmwasserspeichern;

10° Mitteilung 2014/C 207/02: die Mitteilung der Kommission im Rahmen der Durchführung der Verordnung (EU) Nr. 813/2013 der Kommission zur Durchführung der Richtlinie 2009/125/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Anforderungen an die umweltgerechte Gestaltung von Raumheizgeräten und Kombiheizgeräten und der delegierten Verordnung (EU) Nr. 811/2013 der Kommission zur Ergänzung der Richtlinie 2010/30/EU des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Energiekennzeichnung von Raumheizgeräten, Kombiheizgeräten, Verbundanlagen aus Raumheizgeräten, Temperaturreglern und Solareinrichtungen sowie von Verbundanlagen aus Kombiheizgeräten, Temperaturreglern und Solareinrichtungen

11° Mitteilung 2014/C 207/03: Mitteilung 2014/C 207/03 der Kommission im Rahmen der Durchführung der Verordnung (EU) Nr. 814/2013 der Kommission zur Durchführung der Richtlinie 2009/125/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung von Anforderungen an die umweltgerechte Gestaltung von Warmwasserbereitern und Warmwasserspeichern und der delegierten Verordnung (EU) Nr. 812/2013 der Kommission zur Ergänzung der Richtlinie 2010/30/EU des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Energieeffizienz kennzeichnung von Warmwasserbereitern, Warmwasserspeichern und Verbundanlagen aus Warmwasserbereitern und Solareinrichtungen.

Art. 2 - Alle im vorliegenden Erlass erwähnten Investitionen beachten die Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 29. Januar 2007 bezüglich der beruflichen Fähigkeit für die Ausübung der selbstständigen Tätigkeiten in den Berufen des Baus und der Elektrotechnik sowie des allgemeinen Unternehmens.

Art. 3 - § 1. Außer für die in Artikel 5 genannten Prämie muss die Wohnung, Gegenstand der Prämie, den folgenden Mindestanforderungen der Sicherheit, Dichtheit und Standsicherheit genügen:

1° Übereinstimmung der Elektrizitätsanlage mit den geltenden Regelungen;

2° Übereinstimmung der Gasanlage mit den geltenden Regelungen;

3° keine nachgewiesene Verseuchung durch Hausschwamm oder durch jeden anderen Pilz mit ähnlicher Wirkung;

4° Stabilität der Tragstruktur des Gebäudes, nämlich der Böden, der Mauern, der Fußböden, der Decken, der Treppen, der Dachstuhl und der Grundmauern;

5° die Dichtheit der Dacheindeckung.

§ 2. In Abweichung von Paragraphen 1 müssen die in § 1 Ziffer 1° und 2° festgelegten Mindestanforderungen, wenn die Wohnung am Datum der Registrierung des Auditberichts durch den Auditor nicht bewohnt wird, zum Zeitpunkt der Bewohnung und spätestens innerhalb von vierundzwanzig Monaten nach der Registrierung des ersten Berichts über die Überwachung der Arbeiten eingehalten werden.

Vor der Bewohnung der Wohnung, die Gegenstand der Prämie ist, und spätestens innerhalb von vierundzwanzig Monaten nach der Registrierung des ersten Berichts über die Überwachung der Arbeiten erbringt der Antragsteller der Verwaltung durch Übermittlung der Konformitätsbescheinigungen den Nachweis, dass die in § 1, Ziffer 1° und 2° erwähnten Mindestanforderungen eingehalten werden.

§ 3. Die Mindestwohnfläche der Wohnung, die Gegenstand der Wohnung ist, beträgt fünfzehn m².

KAPITEL 2 — Beihilfen für die Durchführung eines Audits und die Tätigkeit von Investitionen zur Energieeinsparungen und Renovierung einer Wohnung

Abschnitt 1 — Der Auditbericht

Art. 4 - Es wird eine Prämie für die Durchführung des Berichts des Grundmoduls für ein gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung und den Artikeln 2 bis 5 des ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung durchgeführtes Audit des Typs 1, 2, 3 oder 4. Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 110 Euro;

Abschnitt 2 — Dacharbeiten

Art. 5 - Es wird eine Prämie für die Ersetzung der Dacheindeckung gewährt.

Der Grundbetrag für die Prämie beläuft sich auf 6 Euro pro m² Fläche der ersetzten Dacheindeckung.

Art. 6 - Es wird eine Prämie für die Anpassung des Tragwerks gewährt.

Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 250 Euro;

Art. 7 - Es wird eine Prämie für die Ersetzung einer Vorrichtung zum Auffangen und Ableiten des Regenwassers, mit Ausnahme der Speichervorrichtungen, gewährt.

Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 100 Euro;

*Abschnitt 3 — Austrocknung, Standfestigkeit und gesundheitliche
Zuträglichkeit der Wände und des Bodens**Unterabschnitt 1 — Mauertrockenlegung*

Art. 8 - § 1. Es wird eine Prämie für die Austrocknung der Wände zur Behebung folgender Dichtigkeitsmängel gewährt:

1° Einsickerung (Außenwände);

2° aufsteigende Feuchtigkeit.

Der Grundbetrag der Prämie für die in Artikel 1, Ziffer 1° erwähnten Investitionen entspricht 5 Euro pro m² ausgetrocknete Fläche.

Der Grundbetrag der Prämie pro laufenden Meter des Mauersockels für die in Artikel 1, Ziffer 2° erwähnten Investitionen entspricht 6 Euro.

Unterabschnitt 2 — Verstärkung baufälliger Mauern oder Abbruch und völliger Neubau dieser Mauern

Art. 9 - Es wird eine Prämie für die Verstärkung baufälliger Mauern oder für den Abbruch und völligen Neubau dieser Mauern gewährt.

Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 8 Euro pro m².

*Unterabschnitt 3 — Ersetzung der Tragstrukturen (Grundbalken, Hourdiplatten usw.)
der Gehflächen in einem oder mehreren Räumen*

Art. 10 - Es wird eine Prämie für die Ersetzung der Tragstrukturen der Gehflächen eines oder mehrerer Räume, einschließlich der Ersetzung der Gehflächen und Zwischenlagen sowie der Fußleisten infolge der Ersetzungsarbeiten.

Die Prämie für die Ersetzung der Gehflächen und Zwischenlagen sowie der Fußleisten infolge der Arbeiten zur Wärmedämmung des Bodens auf der Bodenplatte kann nicht mit der Prämie zur Ersetzung der Gehflächen und der Zwischenlagen sowie der Fußleisten nach Absatz 1 kumuliert werden.

Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 5 Euro pro m²;

*Unterabschnitt 4 — Arbeiten zur Beseitigung von Hausschwamm oder jedem sonstigen Pilz
mit vergleichbaren Auswirkungen durch Ersetzung oder Behandlung der befallenen Bauteile*

Art. 11 - Es wird eine Prämie gewährt für Arbeiten zur Beseitigung von Hausschwamm oder jedem sonstigen Pilz mit vergleichbaren Auswirkungen durch Ersetzung oder Behandlung der befallenen Bauteile.

Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 250 Euro.

Unterabschnitt 5 — Arbeiten zur Beseitigung von Radon

Art. 12 - Es wird eine Prämie gewährt für die Durchführung von Arbeiten zur Beseitigung von Radon, sofern diese Arbeiten von der zuständigen Behörde empfohlen werden.

Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 250 Euro.

Abschnitt 4 — Anpassung der Strom- und Gasversorgungsanlage

Art. 13 - Es wird eine Prämie für die Arbeiten zur Anpassung der Elektrizitätsanlage gewährt.

Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 200 Euro.

Art. 14 - Es wird eine Prämie für die Arbeiten zur Anpassung der Gasanlage gewährt.

Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 200 Euro.

*Abschnitt 5 — Investitionen zur Verbesserung der Leistung der Gebäudehülle**Unterabschnitt 1 — Isolierung des Dachs, der Mauern und des Bodens*

Art. 15 - § 1. Es wird eine Prämie gewährt für die Wärmedämmung des Daches oder des Dachgeschosses, das in direktem Kontakt mit der Außenluft, mit einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum steht, vorausgesetzt, dass die Wand mit einem Dämmstoff isoliert wird, der erlaubt, einen höchsten Wärmedurchgangskoeffizienten der Wand U unter oder gleich 0,20 W/m²K zu erreichen.

§ 2. Es wird eine Prämie gewährt für die Wärmedämmung der Mauern oder des Bodens, die in direktem Kontakt mit der Außenluft, mit einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum steht, vorausgesetzt, dass die Wand mit einem Dämmstoff isoliert wird, der erlaubt, einen höchsten Wärmedurchgangskoeffizienten der Wand, U, unter oder gleich 0,24 W/m²K zu erreichen.

§ 3. Es wird eine Prämie für die Ersetzung der Gehflächen und Zwischenlagen sowie der Fußleisten im Falle der Wärmedämmung des Bodens auf der Bodenplatte gewährt.

§ 4. Der Grundbetrag der in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Prämie beläuft sich auf 0,15 Euro pro eingesparte kWh bei den Übertragungsverlusten gemäß der in Artikel 14 des ministeriellen Erlasses zur Bestimmung des Verfahrens für die Antragstellung und die Erstellung eines Berichts über die Überwachung der Arbeiten bestimmten Berechnungsweise. Dieser Betrag wird um 25 % erhöht, wenn der nach der Norm EN 16785-2 : 2018 gemessene biobasierte Inhalt des im Rahmen der Investition verwendeten Produkts höher als oder gleich 70 % ist. Der Beweis dafür wird durch ein externes Audit nach der Norm EN 17 065 erbracht.

Der Grundbetrag der in Paragraph 3 erwähnten Prämie beläuft sich auf 5 Euro pro m².

Unterabschnitt 2 — Ersetzung der Tür- und Fensterrahmen oder der Verglasungen

Art. 16 - Es wird eine Prämie gewährt zur Ersetzung der Tür- und Fensterrahmen oder der Verglasungen, die in direktem Kontakt mit der Außenluft oder mit einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum stehen.

Nach den Arbeiten beachten die Holzwerke, d.h. die Türen und Fensterrahmen einen Wärmedurchgangskoeffizienten für das Fenster oder die Tür U_w gleich oder unter $1,5 \text{ W/m}^2\text{K}$. Die an den Außentür- und Fensterrahmen angebrachten Scheiben müssen einen Wärmedurchgangskoeffizienten U_g von höchstens $1,0 \text{ W/m}^2\text{K}$ aufweisen, der gemäß der CE-Kennzeichnung bestimmt wird, das heißt der gemäß der Norm NBN EN 673 berechnet wird. Die Prämie wird nur dann erteilt, wenn die Norm NBN S23-002 eingehalten wird und wenn die Scheiben über eine Kennzeichnung auf dem Abstandhalter zwischen den Glasscheiben identifizierbar sind.

Der Grundbetrag beläuft sich auf 0,15 Euro pro eingesparte kWh bei den Übertragungsverlusten gemäß der in Artikel 14 des ministeriellen Erlasses zur Bestimmung des Verfahrens für die Antragstellung und die Erstellung eines Berichts über die Überwachung der Arbeiten bestimmten Berechnungsweise.

Abschnitt 6 — Systeme

Unterabschnitt 1 — Wärmeerzeugungs- und Warmwasserbereitungssysteme

Art. 17 - § 1. Es wird eine Prämie gewährt für die Installation oder die Ersetzung:

1° einer Wärmepumpe zum ausschließlichen Erzeugen von Brauchwarmwasser;

2° einer Wärmepumpe zum Heizen einer Wohnung oder einer kombinierten Wärmepumpe.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Installation einer Wärmepumpe:

1° von einem Installateur durchgeführt werden, der für die in Artikel 3, § 2, Absatz 1, Ziffer 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° den in dem Anhang festgelegten Kriterien entsprechen.

Die Wärmepumpen zum Heizen einer Wohnung oder die kombinierten Wärmepumpen, die Wärmeenergie in die Umgebungsluft ableiten, sind nicht prämierechtigt.

§ 3. Der Grundbetrag der in Paragraph 1, Ziffer 1° erwähnten Prämie beläuft sich auf 500 Euro.

Der Grundbetrag der in Paragraph 1 Ziffer 2° erwähnten Prämie beläuft sich auf 1000 Euro.

Art. 18 - § 1. Es wird eine Prämie für die Installation eines Biomassekessels zum Heizen einer Wohnung gewährt.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Anlage folgende Bedingungen erfüllen:

1° die Arbeiten werden von einem Installateur durchgeführt, der für die in Artikel 3, § 2, Absatz 1, Ziffer 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° das Gerät entspricht den Definitionen, Anforderungen, Versuchen und Kennzeichnungen der Norm NBN EN 303-5 und hat eine Effizienz der Klasse 5, die nach dieser Norm für mindestens einen der zugelassenen Brennstoffe festgestellt wurde.

Die Klasse betrifft gleichzeitig die Leistung und die Emissionen, die im Laufe eines selben Versuchs nach der Norm NBN EN 16147 gemessen worden sind.

Das Gerät genügt den Anforderungen der Klasse sowohl bei dem Versuch mit der Nennleistung als auch, für die Geräte mit einer Leistungsregelungsspanne, bei dem Versuch mit der minimalen Nutzleistung.

Die Brennwertgeräte werden nach derselben Methodik geprüft.

3° das Gerät hat keinen fossilen Brennstoff unter den zugelassenen Brennstoffen;

4° das Gerät steht in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 12. Oktober 2010 zur Regelung der Mindestanforderungen für die Effizienz und der Schadstoffemissionswerte der mit festen Brennstoffen betriebenen Heizgeräte.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 1.000 Euro.

§ 4. Die Summe der Grundbeträge über die in § 1 und in Artikel 21 § 1 erwähnten Investitionen wird um fünfzig Prozent erhöht, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Investitionen werden gleichzeitig getätigt;

2° die Investitionen werden in demselben Arbeitspaket im Sinne von Artikel 2 Ziffer 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung aufgenommen;

3° die Investitionen halten die Kriterien nach Paragraph 2 und Artikel 20 § 2 ein.

Art. 19 - § 1. Es wird eine Prämie für die Installation eines lokalen Biomasseofens mit geschlossenem Feuerraum gewährt.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Anlage folgende Bedingungen erfüllen:

1° die Arbeiten werden von einem Installateur durchgeführt, der für die in Artikel 3, § 2, Absatz 1, Ziffer 5° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° das Gerät steht in Übereinstimmung mit dem Königlichen Erlass vom 12. Oktober 2010 zur Regelung der Mindestanforderungen für die Effizienz und der Schadstoffemissionswerte der mit festen Brennstoffen betriebenen Heizgeräte.

3° das Gerät weist Leistungen bei Vollast auf, die nach den im Königlichen Erlass vom 12. Oktober 2010 zur Regelung der Mindestanforderungen für die Effizienz und der Schadstoffemissionswerte der mit festen Brennstoffen betriebenen Heizgeräte ermittelt und in der folgenden Tabelle angegeben werden:

Brennstoffart	Leistung	Kohlenmonoxide-emissionen (CO)	Feinstaubemissionen (PM)	Stickoxid-Emissionen (NOx)
Pellets	≥ 87 %	≤ 250 mg/Nm ³	≤ 20 mg/Nm ³	≤ 200 mg/Nm ³
Andere Biomassen	≥ 75 %	≤ 1250 mg/Nm ³	≤ 30 mg/Nm ³	≤ 200 mg/Nm ³

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 250 Euro.

§ 4. Die Summe der Grundbeträge über die in § 1 und in Artikel 21 § 1 erwähnten Investitionen wird um fünfzig Prozent erhöht, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Investitionen werden gleichzeitig getätigt;

2° die Investitionen werden in demselben Arbeitspaket, wie es in Artikel 2 Ziffer 6° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 über das Audit einer Wohnung definiert wird, aufgenommen;

3° die Investitionen halten die Kriterien nach Paragraph 2 und in Artikel 20 § 2 ein.

Art. 20 - § 1. Es wird eine Prämie für die Installation eines solaren Warmwasserbereiters gewährt.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Anlage folgende Bedingungen erfüllen:

1° die Anlage wird von einem Installateur durchgeführt, der für die in Artikel 3, § 2, Ziffer 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juni 2013 zur Einführung eines Systems zur Zertifizierung der Installateure von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen und der im Bereich der Energieeffizienz tätigen Fachleute erwähnten Tätigkeiten zertifiziert ist;

2° die Anlage enthält Sonnenkollektoren, die eine optische Fläche von mindestens zwei m² aufweisen;

3° die Kollektoren genügen den Anforderungen der anwendbaren europäischen Norm. Sie genügen den in der Norm 12975 vorgesehenen Tests, und zwar gemäß den Vorschriften des Gütezeichens "Solar Keymark" oder jedes anderen vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, oder seinem Beauftragten anerkannten gleichwertigen Systems;

4° die Dimensionierung der Anlage ermöglicht einen Solaranteil von mindestens 60 % ;

5° das System erreicht ein minimales Gesamtleistungsniveau.

Hinsichtlich Absatz 1 Ziffer 5° wird dieses minimale Niveau durch die Einhaltung der nachstehenden Bedingungen, insbesondere in Bezug auf die Orientierung des Kollektors und auf das Zählsystem, mit dem die Anlage ausgerüstet ist, bestimmt:

1° der Kollektor ist zwischen Süden und Osten bzw. Westen ausgerichtet;

2° die Anlage enthält folgende Elemente des Zählsystems:

a) einen Durchflussmesser und zwei Thermometer, durch die eine sofortige visuelle Kontrolle des Betriebs der Anlage ermöglicht wird;

b) einen Wärmeenergiezähler, dessen für einen einwandfreien Betrieb nötige Temperaturfühler korrekt angeschlossen sind;

c) einen Brauchwasserzähler auf dem Sanitärkreis.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 750 Euro.

Unterabschnitt 2 — Lüftungssysteme.

Art. 21 - § 1. Es wird eine Prämie zur Installation eines der folgenden Lüftungssysteme gewährt:

1° ein zentralisiertes mechanisches Lüftungssystem einfacher Fluss mit einer Funktionalität nach Bedarf;

2° ein zentralisiertes mechanisches Lüftungssystem, doppelter Luftstrom mit Wärmerückgewinnung.

§ 2. Um prämierechtigt zu sein, muss die Anlage:

1° die Anforderungen von Abschnitt 3 des Anhangs C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden einhalten;

2° die Vorschriften des Anhangs C2 und ggf. des Anhangs C3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden einhalten;

3° mit mindestens einer Schalldämpfungseinrichtung zur Absaugung und ggf. zur Zuluftversorgung ausgestattet sein;

4° ggf. mit einem Wärmerückgewinnungssystem mit einem Mindestwirkungsgrad von 78 % nach der Norm NBN EN 308, ergänzt durch Anhang G des Anhangs A1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, ausgestattet sein.

§ 3. Der Grundbetrag der in Paragraph 1 Ziffer 1° erwähnten Prämie beläuft sich auf 500 Euro.

Der Grundbetrag der in Paragraph 1 Ziffer 2° erwähnten Prämie beläuft sich auf 1.200 Euro.

Unterabschnitt 3 — höhung der Produktionsleistungen, Verbesserung der Verteilung, Lagerung, Wärmeausstrahlung der Heizanlagen, mit Ausnahme der Ersetzung, der Regelung oder der Wartung der Geräte mit flüssigem oder gasförmigem Treibstoff und deren Verbrennungsorgane

Art. 22 - § 1. Es wird eine Prämie für die Arbeiten zur Verbesserung der Effizienz der Heizanlagen gewährt, mit Ausnahme der in den Artikeln 17 bis 20 erwähnten Arbeiten.

§ 2. Arbeiten, die das Anlegen neuer Leitungen, die Verlegung und den Austausch bestehender Leitungen oder das Anlegen von Isolierstoff an bestehenden Leitungen, Zubehör oder Warmwasserspeichern voraussetzen, müssen den Anforderungen von Abschnitt 1.5 des Anhangs C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden entsprechen.

Für die Arbeiten, die die Ersetzung eines Warmwasserspeichers voraussetzen, muss der neue Speicher den gleichen Anforderungen wie die in Nummer 3.a.d des Anhangs aufgeführten Anforderungen entsprechen.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 0,15 Euro pro in theoretischem Zustand eingesparte kWh Endenergie gemäß der in Artikel 14 des ministeriellen Erlasses zur Bestimmung des Verfahrens für die Antragstellung und die Erstellung eines Berichts über die Überwachung der Arbeiten bestimmten Berechnungsweise.

Abschnitt 4 — Erhöhung der Produktionsleistungen, Verbesserung der Verteilung, Lagerung der Anlagen von Brauchwarmwasser, mit Ausnahme der Ersetzung, der Regelung oder der Wartung der autonomen oder kombinierten Produktionsanlagen mit flüssigem oder gasförmigem Treibstoff und deren Verbrennungsorgane

Art. 23 - § 1. Es wird eine Prämie für die Arbeiten zur Verbesserung der Effizienz der Brauchwarmwasserbereitungsanlagen gewährt, mit Ausnahme der in den Artikeln 17 bis 20 erwähnten Arbeiten.

§ 2. Arbeiten, die das Anlegen neuer Leitungen, die Verlegung und den Austausch bestehender Leitungen oder das Anlegen von Isolierstoff an bestehenden Leitungen, Zubehör oder Warmwasserspeichern betreffen, müssen den Anforderungen von Abschnitt 1.5 des Anhangs C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden entsprechen.

Für die Arbeiten, die die Ersetzung eines bestehenden Warmwasserspeichers voraussetzen, muss der neue Speicher den gleichen Anforderungen wie die in Nummer 3.a.d des Anhangs aufgeführten Anforderungen entsprechen.

§ 3. Der Grundbetrag der Prämie beläuft sich auf 0,15 Euro pro in theoretischem Zustand eingesparte kWh Endenergie gemäß der in Artikel 14 des ministeriellen Erlasses vom 27. Mai 2019 zur Bestimmung des Verfahrens für die Antragstellung und die Erstellung eines Berichts über die Überwachung der Arbeiten bestimmten Berechnungsweise.

KAPITEL III — Investitionen für die Dachisolierung im Rahmen eines Renopacks

Art. 24 - Der Grundbetrag der Prämie für die Investitionen an dem Dach nach Artikel 22 § 4 des Anhangs zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze für die Gewährung der Kredite durch die Wallonische Sozialkreditgesellschaft und die Sozialkreditschalter und nach Artikel 22 § 4 des Anhangs zum Erlass Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 zur Genehmigung der allgemeinen Regelung zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze zur Gewährung der Kredite als Fonds B2 durch den Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie für die Wärmedämmung des Dachs oder des Dachgeschosses, das in direktem Kontakt mit der Außenluft, mit einem unbeheizten oder nicht frostfreien Raum steht, beläuft sich auf 7,50 € pro m².

KAPITEL IV — Schlussbestimmung

Art. 25 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Juni 2019 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 treten die Artikel 17 § 2, Ziffer 1° und 18 § 2, Ziffer 1° am 1. Juli 2020 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 tritt Artikel 19, § 2 Ziffer 1° am 1. Januar 2021 in Kraft.

Namur, den 27. Mai 2019

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

Anhang zum ministeriellen Erlass vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung

Zu erfüllende Kriterien, damit die Wärmepumpe prämienerberechtigt ist

1. Deckung des Wärmebedarfs

Die Wärmepumpe wird so dimensioniert, dass sie den ganzen Wärmebedarf für die Beheizung des Gebäudes oder für die Bereitstellung von Brauchwarmwasser bei einer Außenlufttemperatur von mehr als oder gleich einem Wert, der als bivalente Temperatur bezeichnet wird und die maximal 2 °C beträgt, deckt.

2. Vorhandensein eines Stromzählers

Die Anlage wird mit mindestens einem elektrischen Zähler versehen, der das Messen des für die Verwendung der Wärmepumpe und der Hilfsgeräte der Anlage verbrauchten Stroms ermöglichen (d.h. Umwälzpumpen, und ggf. Tauchsieder). Die Zähler entsprechen den Vorschriften des Anhangs C4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

3. Minimale Energieeffizienz

3.a. Wärmepumpen für die Beheizung von Räumen und kombinierte Wärmepumpen

Die Leistungsanforderungen werden unterschiedlich ausgedrückt, je nachdem, ob die Wärmepumpe der Verordnung 813 unterliegt oder nicht und ob ihr Energieträger Strom oder Gas ist.

3.a.a. Elektrische Wärmepumpen zur Beheizung von Räumen, die der Verordnung 813 unterliegen

Nur Wärmepumpen mit folgenden Kombinationen von Wärmequelle und Energieabgabe sind betroffen:

- Außenluft/Wasser
- Boden (über Glykolwasser) / Wasser
- Boden (direkte Verdampfung) / Wasser
- Wasser (Grund- oder Oberflächenwasser) / Wasser

Die Wärmepumpe zum Heizen einer Wohnung entspricht einem minimalen aktiven Leistungskoeffizienten (SCOP_{ON}) nach der Methodik der Verordnung 813, ergänzt durch die Mitteilung 2014/C 207/02/02.

Dieser hängt von der verwendeten Technologie und dem Temperaturregime ab, das der Hersteller auf dem technischen Datenblatt von EcoDesign angegeben hat:

- Bei dem Vermerk "Niedrigtemperatur: 'Ja'", gilt es, sich sowohl auf die Daten als auch auf das Kriterium bei 35°C zu verlassen;

- Bei dem Vermerk "Niedrigtemperatur: 'Nein'", gilt es, sich sowohl auf die Daten als auch auf das Kriterium bei 55°C zu verlassen.

Die zu erreichenden Leistungskoeffizienten des Aktivmodus (SCOP_{ON}) sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	SCOP _{ON} 35 °C	SCOP _{ON} 55 °C
Außenluft	Wasser	3,2	2,825
Wasser	Wasser	3,325	2,95
Boden	Wasser	3,325	2,95

3.a.b. Elektrische Wärmepumpen zur Beheizung von Räumen, die der Verordnung 813 nicht unterliegen

Betroffen sind nur die Wärmepumpen mit folgender Kombination von Wärmequelle und Energieabgabe: Boden (Direktverdampfung) / Direktkondensation (über die Gebäudestruktur).

Die elektrische Wärmepumpe zum Heizen einer Wohnung entspricht einem minimalen Leistungskoeffizienten (COP), der auf eine der folgenden Arten bestimmt wird:

Entweder nach der Norm NBN EN 15879-1, unter Berücksichtigung der folgenden Anforderungen:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades in Kontakt mit dem Verdampfer	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Boden (direkte Verdampfung)	Direktkondensation (über die Gebäudestruktur)	1,5 °C	35 °C	4,1

Oder nach der Methodik der Norm NBN EN 14511, unter Berücksichtigung der folgenden Anforderungen:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	T° des Bades in Kontakt mit dem Verdampfer	T° der warmen Quelle am Ausgang des Kondensators	Mindestleistungskoeffizient
Boden (direkte Verdampfung)	Direktkondensation (über die Gebäudestruktur)	- 5 °C	35 °C	4

3.a.c. Wärmepumpen mit Sorptionsgas für die Beheizung von Räumen, die der Verordnung 813 unterliegen

Nur Wärmepumpen mit folgenden Kombinationen von Wärmequelle und Energieabgabe sind betroffen:

Außenluft/Wasser

Boden (über Glykolwasser / Wasser

Boden (direkte Verdampfung) / Wasser

Wasser (Grund- oder Oberflächenwasser) / Wasser

Die Wärmepumpe zum Heizen einer Wohnung entspricht einem saisonalen Arbeitszahl im Heizbetrieb (SGUEh) nach der Methodik der Verordnung 813, ergänzt durch die Mitteilung 2014/C 207/02/02.

Dies hängt von der verwendeten Technologie und dem Temperaturregime ab, das der Hersteller auf dem technischen Datenblatt von EcoDesign angegeben hat:

Bei dem Vermerk "Niedrigtemperatur: 'Ja'", gilt es, sich sowohl auf die Daten als auch auf das Kriterium bei 35 °C zu verlassen;

Bei dem Vermerk "Niedrigtemperatur: 'Nein'", gilt es, sich sowohl auf die Daten als auch auf das Kriterium bei 55 °C zu verlassen.

Die zu erreichenden saisonalen Gasverbrauchswirkungsgrade im Heizmodus (SGUEh) sind:

Gewinnungsquelle	Energieableitung	SGUEh 35 °C	SGUEh 55 °C
Außenluft	Wasser	1,28	1,13
Wasser	Wasser	1,33	1,18
Boden	Wasser	1,33	1,18

3.a.d. Kombinierte Wärmepumpen

Wird die Wärmepumpe auch zur Bereitung von Brauchwarmwasser eingesetzt und ist die Anlage mit einem separaten Warmwasserspeicher (nicht in die Wärmepumpe integriert) ausgestattet, zeigt sie an:

Entweder, für Warmwasserspeicher mit einem Volumen von weniger als oder gleich 500 l eine Energieeffizienzklasse von mindestens C, die nach der Methodik der delegierten Verordnung 812 festgelegt wurde, ergänzt durch die Mitteilung 2014/C 207/03;

Oder für Warmwasserspeicher mit einem Volumen von mehr als 500 l Warmhalteverluste, S, ausgedrückt in W, die nach der Methodik der Verordnung (EU) Nr. 814/2013, ergänzt durch die Mitteilung 2014/C 207/03, festgelegt wurden, von höchstens:

Wobei V dem Volumen des Warmwasserspeichers, ausgedrückt in l entspricht.

Das System ermöglicht die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit und ist mit der üblichen Sicherheitsgruppe versehen.

3.b. Wärmepumpen zum ausschließlichen Erzeugen von Brauchwarmwasser (PAC ECS), die der Verordnung 814 unterliegen;

Das System ermöglicht die Vorbeugung gegen das Risiko der Legionärskrankheit und ist mit der üblichen Sicherheitsgruppe versehen.

Wärmepumpen für die Bereitung von Brauchwarmwasser haben eine minimale Energieeffizienz für die Warmwasserbereitung, η_{wh} , die nach der Methodik der Verordnung 814 festgelegt wurde, ergänzt durch die Mitteilung 2014/C 207/03, die je nach Lastprofil des Gerätes variiert.

Die zu erreichenden Energieeffizienzwerte für die Warmwasserbereitung sind:

Lastprofil der Wärmepumpe	Wärmequelle: "Außenluft"	Wärmequelle: "Wasser" oder "Boden"
M	$\eta_{wh} \geq 65 \%$	$\eta_{wh} \geq 100 \%$
L	$\eta_{wh} \geq 75 \%$	$\eta_{wh} \geq 115 \%$
XL	$\eta_{wh} \geq 80 \%$	$\eta_{wh} \geq 123 \%$
XXL, 3XL & 4XL	$\eta_{wh} \geq 85 \%$	$\eta_{wh} \geq 131 \%$

Diese Information ist auf dem Produktdatenblatt EcoDesign des Geräts zu finden.

4. Besonderes Kriterium für Wärmepumpen mit Außenluft als Wärmequelle

4.a. Der Verdampfer steht außerhalb des Gebäudes.

Im Falle einer dynamischen Luftgewinnung kann der Verdampfer innerhalb des Gebäudes installiert sein, wenn er mit dichten und wärmegeprägten Hüllen versehen ist, um Außenluft anzusaugen und die angesaugte Luft außerhalb des Gebäudes abzuleiten.

4.b. Im Falle einer statischen Außenluftaufnahme ist die Wärmepumpe nicht mit einer Abtauvorrichtung ausgestattet, sondern der Außentaucher ist über den Süden zwischen Ost und West ausgerichtet, ohne das Sonnenlicht oder die natürliche Luftzirkulation zu beeinträchtigen.

Gesehen, um dem ministeriellen Erlass vom 27. Mai 2019 zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 zur Einführung eines Prämiensystems zur Durchführung eines Audits, seiner Berichte über die Überwachung der Arbeiten und der Investitionen zur Energieeinsparung und zur Renovierung einer Wohnung beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Mai 2019

J.-L. CRUCKE
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203883]

27 MEI 2019. — Ministerieel besluit houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning

De Ministers van Huisvesting en Energie,

Gelet op het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, artikel 14, vervangen bij het decreet van 1 juni 2017 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning, artikel 6, § 4, en 7, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de « Société wallonne de crédit social » (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de « Guichets du crédit social » (Sociaal kredietloketten);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen op grond waarvan de kredieten uit Fonds 2 door het « Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie » (Huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië);

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 april 2019;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 24 mei 2019;

Gelet op het rapport van 17 mei 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 25 april 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de biomassa : de plantaardige grondstoffen;

2° de thermische transmissiecoëfficiënt van de wand, U : hoeveelheid warmte die in een stationaire toestand doorheen een vlak constructiedeel gaat, per eenheid van oppervlakte, gedeeld door de eenheid van temperatuurverschil tussen de omgevingen aan beide zijden van het constructiedeel, in W/m^2K ;

3° de eindenergie : het energieverbruik van een gebouw, waarbij rekening wordt gehouden met de netto behoefte aan verwarming en de productie van sanitair warm water, het rendement van verwarmingssystemen, de productie van sanitair warm water en hulpvoorzieningen, en eventueel het rendement van een airconditioningsysteem, plus de productie van thermische zonnepanelen;

4° de functionaliteit op aanvraag : de mogelijkheid om de ventilatiedebieten te variëren met behulp van collectoren in functie van de behoeften zoals bepaald in de bijlage bij het ministerieel besluit van 16 oktober 2015 tot bepaling van de waarden van de verminderingsfactor voor de ventilatie bedoeld in bijlage A1 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

5° het transmissieverlies : de hoeveelheid warmte, in stationaire toestand, die door de muren van het gebouw stroomt, die de binnen- en buitenomgeving van elkaar scheidt, een onverwarmde ruimte of niet vorstvrije ruimte;

6° de warmteterugwinning : een vorm van warmteoverdracht tussen de afvoer- en verse luchtstromen in het gebouw;

Met betrekking tot paragraaf 1, 3°, houdt deze eindenergie geen rekening met de omzettingsrendementen van de energievectoren en de zelfproductie van fotovoltaïsche zonnepanelen.

7° de Verordening 812 : de Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 812/2013 van de Commissie van 18 februari 2013 ter aanvulling van Richtlijn 2010/30/EU van het Europees Parlement en de Raad wat de energie-etikettering van waterverwarmingstoestellen, warmwatertanks en pakketten van waterverwarmingstoestellen en zonne-energie-installaties betreft;

8° de Verordening 813 : de Verordening (EU) nr. 813/2013 van de Commissie van 2 augustus 2013 tot uitvoering van Richtlijn 2009/125/EG van het Europees Parlement en de Raad wat eisen inzake ecologisch ontwerp voor ruimteverwarmingstoestellen en combinatieverwarmingstoestellen betreft;

9° de verordening 814 : de Verordening (EU) nr. 814/2013 van de Commissie van 2 augustus 2013 tot uitvoering van Richtlijn 2009/125/EG van het Europees Parlement en de Raad wat eisen inzake ecologisch ontwerp voor waterverwarmingstoestellen en warmwatertanks betreft.

10° De Mededeling 2014/C 207/02 : de Mededeling 2014/C 207/02 van de Commissie in het kader van de tenuitvoerlegging van Verordening (EU) nr. 813/2013 van de Commissie tot uitvoering van Richtlijn 2009/125/EG van het Europees Parlement en de Raad wat eisen inzake ecologisch ontwerp voor ruimteverwarmingstoestellen en combinatieverwarmingstoestellen betreft, en van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 811/2013 van de Commissie ter aanvulling van Richtlijn 2010/30/EU van het Europees Parlement en de Raad wat de energie-etikettering van ruimteverwarmingstoestellen, combinatieverwarmingstoestellen, pakketten van ruimteverwarmingstoestellen, temperatuurregelaars en zonne-energie-installaties en pakketten van combinatieverwarmingstoestellen, temperatuurregelaars en zonne-energie-installaties betreft;

10° de Mededeling 2014/C 207/03 : de Mededeling 2014/C 207/03 van de Commissie in het kader van de tenuitvoerlegging van Verordening (EU) nr. 814/2013 van de Commissie tot uitvoering van Richtlijn 2009/125/EG van het Europees Parlement en de Raad wat eisen inzake ecologisch ontwerp voor waterverwarmingstoestellen en warmwatertanks betreft, en van Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 812/2013 van de Commissie ter aanvulling van Richtlijn 2010/30/EU van het Europees Parlement en de Raad wat de energie-etikettering van waterverwarmingstoestellen, warmwatertanks en pakketten van waterverwarmingstoestellen en zonne-energie-installaties betreft.

Art. 2. Alle investeringen bedoeld in dit besluit voldoen aan de voorschriften van het koninklijk besluit van 29 januari 2007 betreffende de beroepsbekwaamheid voor de uitoefening van zelfstandige activiteiten van het bouwvak en van de elektrotechniek, alsook van de algemene aanneming.

Art. 3. § 1. Met uitzondering van de in artikel 5 bedoelde premie moet de woning waarvoor de premie wordt betaald, voldoen aan de volgende minimumeisen inzake veiligheid, dichtheid en stabiliteit :

1° de conformiteit van de elektrische installatie met de geldende reglementeringen;

2° de conformiteit van de gasinstallatie met de geldende reglementeringen;

3° de vrijstelling van bewezen besmetting van huiszwam of schimmels met soortgelijke gevolgen;

4° de stabiliteit van de draagstructuur van het gebouw, met inbegrip van vloeren, muren, vloeren, plafonds, trappen, dakstructuur en funderingen

5° het waterdicht maken van de dakbedekking

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, als de woning waarvoor de premie wordt betaald niet is bezet op de datum van de registratie van het auditrapport door de auditor, worden de minimale eisen bepaald in paragraaf 1, 1° en 2°, nageleefd op het ogenblik van de bezetting en uiterlijk binnen vierentwintig maanden na de registratie van het eerste rapport over de opvolging van de werken.

Alvorens de woning waarvoor de premie wordt betaald, te bezetten en uiterlijk 24 maanden na de registratie van het eerste rapport over de opvolging van de werken, levert de aanvrager aan de administratie het bewijs dat aan de in het paragraaf 1, 1° en 2° bedoelde minimumeisen is voldaan, door overlegging van conformiteitsattesten.

§ 3. De minimale bewoonbare oppervlakte van de woning waarvoor de premie wordt betaald is 15 m².

HOOFDSTUK 2. — Steun voor de uitvoering van een audit en energiebesparende investeringen en renovatie van een woning

Afdeling 1. — Het auditrapport

Art. 4. Een premie wordt toegekend voor de voltooiing van het rapport over de basismodule van een audit van het type 1, 2, 3 of 4, uitgevoerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning en de artikelen 2 tot en met 5 van het ministerieel besluit van 27 mei 2019 tot bepaling van de verschillende categorieën energie-audit bedoeld in artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning. Het basisbedrag van de premie is 110 euro.

Afdeling 2. — De dakwerken

Art. 5. Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van de dakbedekking.

Het basisbedrag van de premie is 6 euro per m² vervangen dakbedekkingsoppervlak.

Art. 6. Er wordt een premie toegekend voor de aanpassing van het gebinte.

Het basisbedrag van de premie is 250 euro.

Art. 7. Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van een voorziening voor de opvang of de afvoer van het regenwater, met uitzondering van opslagvoorzieningen.

Het basisbedrag van de premie is 100 euro.

Afdeling 3. — Droogmaking, stabilisatie en sanering van de muren en de bodem

Onderafdeling 1. — Droogmaking van de muren

Art. 8. § 1. Een premie wordt toegekend voor de droogmaking van de muren om de volgende waterdichtingsfouten te verhelpen :

1° infiltratie (buitenmuren);

2° opstijgend vocht.

Het basisbedrag van de premie voor de investeringen bedoeld in lid 1, 1°, bedraagt 5 euro per m² gedroogde oppervlakte.

Het basisbedrag van de premie voor de investeringen bedoeld in lid 1, 2°, bedraagt 6 euro per strekkende meter muurvoet.

Onderafdeling 2. — Versterking van onstabiele buitenmuren of vernieling en volledige heropbouw van deze muren

Art. 9. Er wordt een premie toegekend voor de versterking van onstabiele buitenmuren of de vernieling en de volledige heropbouw van deze muren.

Het basisbedrag van de premie is 8 euro per m².

Onderafdeling 3. — Vervanging van de dragers (balklagen, holle vloerplaten, enz...) van de doorloopruimtes in één of meer lokalen

Art. 10. Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van de dragers van de doorloopruimtes in één of meer lokalen met inbegrip van de vervanging van de doorloopruimtes en de onderlagen, alsmede van de plinten, als gevolg van de vervanging van de dragers.

De premie voor de vervanging van de doorloopruimtes en de onderlagen, alsmede van plinten die het gevolg zijn van thermische isolatiewerkzaamheden aan de vloerplaat, mag niet worden gecumuleerd met de premie voor de vervanging van doorloopruimtes en onderlagen, alsmede van de plinten bedoeld in het eerste lid.

Het basisbedrag van de premie is 5 euro per m².

Onderafdeling 4. — Werken ter verwijdering van de huiszwam of van elke schimmel met soortgelijke gevolgen, door vervanging of behandelingen van de aangetaste onroerende bestanddelen

Art. 11. Er wordt een premie toegekend voor de uitvoering van werken ter verwijdering van de huiszwam of van elke schimmel met soortgelijke gevolgen, door vervanging of behandelingen van de aangetaste onroerende bestanddelen

Het basisbedrag van de premie is 250 euro.

Onderafdeling 5. — Werken van aard om het radon te verwijderen

Art. 12. Er wordt een premie toegekend voor de uitvoering van werken van aard om het radon te verwijderen, voor zover deze werken door de bevoegde overheid worden aanbevolen.

Het basisbedrag van de premie is 250 euro.

Afdeling 4. — Aanpassing van de elektriciteits- en gasinstallatie

Art. 13. Er wordt een premie toegekend voor de aanpassingswerken van de elektriciteitsinstallatie

Het basisbedrag van de premie is 200 euro.

Art. 14. Er wordt een premie toegekend voor de aanpassingswerken van de gasinstallatie

Het basisbedrag van de premie is 200 euro.

Afdeling 5. — Investerings betreffende de verbetering van de energieprestatie van de enveloppe

Onderafdeling 1. — Isolatie van het dak, de muren en de vloer

Art. 15. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de thermische isolatie van het dak of het dakgebinte in contact met de buitenomgeving of een onverwarmde of niet-vorstbestendige ruimte, op voorwaarde dat de wand geïsoleerd wordt door middel van isolatiemateriaal, waardoor een maximale thermische transmissiecoëfficiënt van de wand, U van 0,20 W/m²K of minder bereikt kan worden.

§ 2. Er wordt een premie toegekend voor de thermische isolatie van de muren of de vloer in contact met de buitenomgeving of een onverwarmde of niet-vorstbestendige ruimte, op voorwaarde dat de wand geïsoleerd wordt door middel van isolatiemateriaal, waardoor een maximale thermische transmissiecoëfficiënt van de wand, U van 0,24 W/m²K of minder bereikt kan worden.

§ 3. Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van de doorloopruimtes en de onderlagen, alsmede van de plinten in het geval van een thermische isolatie aan de vloerplaat.

§ 4. Het basisbedrag van de in de paragrafen 1 en 2 bedoelde premie bedraagt 0,15 EUR per bespaarde kWh op het niveau van de transmissieverliezen, overeenkomstig de berekening vastgelegd in artikel 14 van het ministerieel besluit van 27 mei 2019 tot bepaling van de procedure voor de aanvraag en de uitvoering van een rapport over de opvolging van de werken. Dit bedrag wordt verhoogd met 25 % indien het biogebaseerde gehalte van het bij de investering gebruikte product, gemeten overeenkomstig de norm prEN 16785-2 : 2018, 70 % of meer bedraagt. Het bewijs wordt geleverd door een externe audit, uitgevoerd volgens de norm EN 17 065.

Het basisbedrag van de premie bedoeld in paragraaf 3 is 5 euro per m².

Onderafdeling 2. — Vervanging van schrijnwerk of glaswerk

Art. 16. Er wordt een premie toegekend voor de vervanging van schrijnwerk of glaswerk in contact met de buitenomgeving of een onverwarmde of niet-vorstbestendige ruimte.

Aan het einde van de werkzaamheden moet het schrijnwerk, d.w.z. de deuren en het raamwerk, voldoen aan een thermische transmissiecoëfficiënt voor het raam of de deur U_w gelijk aan of minder dan 1,5 W/m²K. Het glaswerk dat in het buitenschrijnwerk aangebracht wordt voldoet aan een thermische transmissiecoëfficiënt U_g van 1,1 W/m²K of minder die overeenkomstig de EG-markering bepaald wordt, i.e. berekend volgens de norm NBN EN 673. De premie wordt slechts toegekend als de NBN S23-002 in acht genomen wordt en als het glaswerk identificeerbaar is via een markering op de afstandhouder tussen de glasbladen

Het basisbedrag bedraagt 0,15 euro per bespaarde kWh aan transmissieverliezen, overeenkomstig de berekening bepaald in artikel 14 van het ministerieel besluit van 27 mei 2019 tot bepaling van de procedure voor de aanvraag en de uitvoering van een rapport over de opvolging van de werken.

Afdeling 6. — Systemen

Onderafdeling 1. — De systemen voor de productie van warmte en sanitair warm water

Art. 17. § 1. Een premie wordt toegekend voor de installatie of de vervanging :

1° van een warmtepomp voor de exclusieve productie van sanitair warm water;

2° van een warmtepomp voor het verwarmen van een woning of een woning in combinatie.

§ 2. Om in aanmerking te komen, moet de installatie van een warmtepomp :

1° worden geplaatst door een aannemer die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° aan de criteria bepaald in de bijlage voldoen.

Warmtepompen voor de verwarming van een woningen of een woning in combinatie die thermische energie in de lucht uitstoten, komen niet in aanmerking voor de premie.

§ 3. Het basisbedrag van de premie, bedoeld in paragraaf 1, 1°, bedraagt 500 euro.

Het basisbedrag van de premie, bedoeld in paragraaf 1, 2°, bedraagt 1000 euro.

Art. 18. § 1. Een premie wordt toegekend voor de installatie van een biomassaketel voor de verwarming van een woning.

§ 2. Om in aanmerking te komen voldoet de installatie aan de volgende voorwaarden :

1° de werken worden uitgevoerd door een aannemer die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° het toestel voldoet aan de definities, eisen, tests en markeringen van de norm NBN EN 303-5 en heeft een rendement van klasse 5 dat voor ten minste één van de toegestane brandstoffen volgens deze norm is vastgesteld.

Deze klasse omvat zowel het rendement als de emissies die tijdens dezelfde test overeenkomstig de norm NBN EN 303-5 worden gemeten.

Het toestel voldoet aan de Klasse-eisen, zowel in de test bij nominaal vermogen als, voor toestellen met een vermogensmodulatiebereik, in de test bij minimaal nuttig vermogen.

Condensatietoestellen worden volgens dezelfde methode getest.

3° het toestel heeft geen fossiele brandstof onder de toegestane brandstoffen;

4° het toestel is conform met het Koninklijk besluit van 12 oktober 2010 tot regeling van de minimale eisen van rendement en emissieniveaus van verontreinigende stoffen voor verwarmingsapparaten voor vaste brandstoffen.

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedraagt 1.000 euro.

§ 4. De som van de basisbedragen met betrekking tot de in paragraaf 1 en artikel 21, § 1, bedoelde investeringen wordt met vijftig procent verhoogd indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de investeringen worden gelijktijdig gedaan;

2° de investeringen zijn opgenomen in hetzelfde werkenpakket, zoals bepaald in artikel 2, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

3° de investeringen voldoen aan de in paragraaf 2 en artikel 20, § 2, bedoelde criteria.

Art. 19. § 1. Een premie wordt toegekend voor de installatie van een biomassakachel met gesloten voorkant.

§ 2. Om in aanmerking te komen voldoet de installatie aan de volgende voorwaarden :

1° de werken worden uitgevoerd door een aannemer die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, § 2, eerste lid, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° het toestel is conform met het Koninklijk besluit van 12 oktober 2010 tot regeling van de minimale eisen van rendement en emissieniveaus van verontreinigende stoffen voor verwarmingsapparaten voor vaste brandstoffen.

3° het toestel toont prestaties bij volle belasting die vastgesteld zijn volgens de norm bedoeld in het Koninklijk besluit van 12 oktober 2010 tot regeling van de minimale eisen van rendement en emissieniveaus van verontreinigende stoffen voor verwarmingsapparaten voor vaste brandstoffen, en die in de volgende tabel worden vermeld :

Soort brandstof	Rendement	Emissies van koolmonoxide (CO)	Emissies van fijn stof (PM)	Emissies van stikstofoxides (NOx)
Pellets	≥ 87 %	≤ 250 mg/Nm ³	≤ 20 mg/Nm ³	≤ 200 mg/Nm ³
Andere biomassa's	≥ 75 %	≤ 1250 mg/Nm ³	≤ 30 mg/Nm ³	≤ 200 mg/Nm ³

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedraagt 250 euro.

§ 4. De som van de basisbedragen met betrekking tot de in paragraaf 1 en artikel 21, § 1, bedoelde investeringen wordt met vijftig procent verhoogd indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° de investeringen worden gelijktijdig gedaan;

2° de investeringen zijn opgenomen in hetzelfde werkenpakket, zoals bepaald in artikel 2, 6°, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 betreffende de audit van een woning;

3° de investeringen voldoen aan de in paragraaf 2 en artikel 20, 2, bedoelde criteria.

Art. 20. § 1. Er wordt een premie toegekend voor de installatie van een zonneboiler.

§ 2. Om in aanmerking te komen voldoet de installatie aan de volgende voorwaarden :

1° de installatie wordt geplaatst door een aannemer die gecertificeerd is voor de activiteiten bedoeld in artikel 3, 2, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 27 juni 2013 tot invoering van een certificeringsregeling voor installateurs van systemen voor energieproductie uit hernieuwbare energiebronnen en voor vaklui die werken i.v.m. energie-efficiëntie uitvoeren;

2° de installatie beschikt over zonnecollectoren met een optische oppervlakte van minimum twee m²;

3° de collectoren voldoen aan de eisen van de toepasselijke Europese norm. Ze voldoen aan de test voorzien in de norm NBN EN 12975, volgens de voorschriften van de label "Solar Keymark" of van elk ander gelijkwaardig systeem erkend door de Minister van Energie of diens afgevaardigde;

4° de afmetingen van de installatie staan een zonnefractie van minimum zestig procent toe;

5° het systeem haalt een minimaal niveau van globale prestatie.

Wat betreft het eerste lid, 5°, is dat minimale niveau afhankelijk van de naleving van de volgende voorwaarden betreffende, ondermeer, de oriëntatie van de collector en het meetsysteem waarmee de installatie uitgerust is :

1° de collector is georiënteerd van het zuiden naar het oosten of het westen;

2° de installatie beschikt over de volgende meetelementen :

a) een debietmeter en twee thermometers waarmee een vluchtige visuele controle op de werking van de installatie gevoerd kan worden;

b) een thermische energiemeter waarvan de temperatuursondes die nodig zijn voor de goede werking ervan, correct zijn aangesloten;

c) een sanitair watermeter op het sanitaire circuit.

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedraagt 750 euro.

Onderafdeling 2. — Ventilatiesystemen

Art. 21. § 1. Een premie wordt toegekend voor de installatie van de volgende ventilatiesystemen :

1° een gecentraliseerd enkelstreams mechanisch ventilatiesysteem dat is uitgerust met een ondemand functionaliteit;

2° een gecentraliseerd mechanisch ventilatiesysteem met dubbele luchtstroom en warmteterugwinning.

§ 2. Om in aanmerking te komen, moet de installatie

1° aan de eisen voldoen van afdeling 3 van bijlage C4 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

2° aan de voorschriften voldoen van afdeling C2 en, in voorkomend geval, van bijlage C3 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

3° worden uitgerust met ten minste één geluiddemper in de afvoer en, indien nodig, in de toevoerlucht

4° worden uitgerust, in voorkomend geval, met een warmteterugwinningssysteem met een minimumrendement van 78 % volgens de norm NBN EN 308, aangevuld met bijlage G van bijlage A1 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen;

§ 3. Het basisbedrag van de premie, bedoeld in paragraaf 1, 1°, bedraagt 500 euro.

Het basisbedrag van de premie, bedoeld in paragraaf 1, 2°, bedraagt 1.200 euro.

Onderafdeling 3. — Verhoging van het productie-, distributie-, opslag- en emissierendement van verwarmingsinstallaties, met uitzondering van de vervanging, afstelling of het onderhoud van toestellen met vloeibare of gasachtige brandstoffen en de verbrandingscomponenten daarvan

Art. 22. § 1. Er wordt een premie toegekend voor werkzaamheden ter verbetering van de efficiëntie van verwarmingssystemen, met uitzondering van de in de artikelen 17 tot en met 20 bedoelde werkzaamheden.

§ 2. Werken die de installatie van nieuwe leidingen, de verplaatsing en vervanging van bestaande leidingen of de installatie van isolatie op bestaande leidingen, toebehoren of bestaande warmwatertanks omvatten, moeten voldoen aan de voorschriften van afdeling 1.5 van bijlage C4 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen.

Voor werkzaamheden waarbij een bestaande warmwatertank wordt vervangen, moet de nieuwe opslagtank aan dezelfde eisen voldoen als die welke in punt 3, a), d), van de bijlage zijn vermeld.

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedraagt 0,15 euro per kWh bespaarde eindenergie in een theoretische situatie, overeenkomstig de berekening bepaald in artikel 14 van het ministerieel besluit van 27 mei 2019 tot bepaling van de procedure voor de aanvraag en de uitvoering van een rapport over de opvolging van de werken.

Onderafdeling 4. — Verhoging van de efficiëntie van de productie, de distributie en de opslag van sanitair warmwaterinstallaties, met uitzondering van de vervanging, de aanpassing of het onderhoud van autonome of gecombineerde producenten van vloeibare of gasachtige brandstof en de verbrandingscomponenten daarvan

Art. 23. § 1. Er wordt een premie toegekend voor werkzaamheden ter verbetering van de efficiëntie van sanitair warmwatersystemen, met uitzondering van de in de artikelen 17 tot en met 20 bedoelde werkzaamheden.

§ 2. Werken die de installatie van nieuwe leidingen, de verplaatsing en vervanging van bestaande leidingen of de installatie van isolatie op bestaande leidingen, toebehoren of bestaande warmwatertanks omvatten, moeten voldoen aan de voorschriften van afdeling 1.5 van bijlage C4 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen.

Voor werkzaamheden waarbij een bestaande warmwatertank wordt vervangen, moet de nieuwe opslagtank aan dezelfde eisen voldoen als die welke in punt 3, a), d), van de bijlage zijn vermeld.

§ 3. Het basisbedrag van de premie bedraagt 0,15 euro per kWh bespaarde eindenergie in een theoretische situatie, overeenkomstig de berekening bepaald in artikel 14 van het ministerieel besluit van 27 mei 2019 tot bepaling van de procedure voor de aanvraag en de uitvoering van een rapport over de opvolging van de werken.

HOOFDSTUK III. — Investerings in dakisolatie in het kader van een renopack

Art. 24. Het basisbedrag van de premie voor de dakinvesteringen bedoeld in artikel 22, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen tot toekenning van kredieten door de " Société wallonne de crédit social " (Waalse maatschappij voor sociaal krediet) en de " Guichets du crédit social " (Sociaal kredietloketten) en in artikel 22, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 tot goedkeuring van het algemeen reglement houdende de algemene beginselen op grond waarvan de kredieten uit Fonds 2 door het " Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie " (Huisvestingsfonds van de kroostrijke gezinnen van Wallonië), voor wat betreft de thermische isolatie van het dak of het dakgebinte in contact met de buitenomgeving of een onverwarmde of niet-vorstbestendige ruimte, bedraagt 7,50 euro per m².

HOOFDSTUK IV. — Slotbepaling

Art. 25. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 2019.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen 17, § 2, 1° en 18, § 2, 1° in werking op 1 juli 2020.

In afwijking van het eerste lid treedt artikel 19, § 2, 1°, in werking op 1 januari 2021.

Namen, 27 mei 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE

Bijlage van het ministerieel besluit van 17 mei 2019 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premiereregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning

Criteria waaraan moet worden voldaan om de warmtepomp in aanmerking te laten komen voor de premie

1. Dekking van de thermische behoeften

De warmtepomp is zodanig gedimensioneerd dat alle thermische vereisten voor de verwarming van het gebouw of voor de productie van sanitair warm water voor een buitentemperatuur van ten minste of gelijk aan een waarde die de bivalente temperatuur wordt genoemd, die maximaal 2 °C bedraagt, worden gedekt.

2. Aanwezigheid van een elektriciteitsmeter

De installatie moet ten minste uitgerust zijn met een elektriciteitsmeter om het verbruik te meten dat bestemd is voor het gebruik van de warmtepomp en de hulpapparatuur van de installatie (d.w.z. met name de circulatiepompen en eventuele dompelaars). De meters voldoen aan de voorschriften van bijlage C4 bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 ter uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestaties van gebouwen

3. Minimale energieprestatie

3.a. Warmtepompen voor ruimteverwarming en in combinatie

De prestatie-eisen worden verschillend uitgedrukt naargelang de warmtepomp al dan niet onder Verordening 813 valt en zijn energievector elektriciteit of gas is.

3.a.a. Elektrische warmtepompen voor ruimteverwarming die onder Verordening 813 vallen

Het gaat alleen om warmtepompen met de volgende combinaties van warmtebron en energielozing:

- Buitenlucht / Water
- Bodem (via glycolwater) / Water
- Bodem (directe verdamping) / Water
- Water (ondergrond of oppervlak) / Water

De warmtepomp voor de verwarming van een woning voldoet aan een minimale actieve prestatiecoëfficiënt ($SCOP_{ON}$), vastgesteld volgens de methodologie van Verordening 813, aangevuld met Mededeling 2014/C 207/02.

Dit varieert afhankelijk van de gebruikte technologie en het temperatuurregime dat door de fabrikant op de Technische Fiche EcoDesign is aangegeven:

- Als het wordt aangegeven als "Lage temperatuur : 'Ja', het is noodzakelijk om zowel op de gegevens als op het criterium bij 35 °C te vertrouwen;

- Als het wordt aangegeven als "Lage temperatuur : 'Nee', het is noodzakelijk om zowel op de gegevens als op het criterium bij 55 °C te vertrouwen;

De te bereiken prestatiecoëfficiënten voor de actieve modus ($SCOP_{ON}$) zijn:

Winningsbron	Energielozing	$SCOP_{ON}$ 35 °C	$SCOP_{ON}$ 55 °C
Buitenlucht	Water	3,2	2,825
Water	Water	3,325	2,95
Bodem	Water	3,325	2,95

3.a.b. Elektrische warmtepompen voor ruimteverwarming die niet onder Verordening 813 vallen

Het gaat alleen om warmtepompen met de volgende combinatie van warmtebron en energielozing: grond (directe verdamping) / directe condensatie (via de gebouwstructuur).

De elektrische warmtepomp voor de verwarming van een woning voldoet aan een minimale vermogenscoëfficiënt (COP) die op een van de volgende manieren wordt bepaald :

- Ofwel volgens de norm NBN EN 15879-1, rekening houdend met de volgende vereisten :

Winningsbron	Energielozing	T° van het bad dat in contact komt met de verdamper	T° hete bron bij de condensatoruitgang	Minimale COP
Bodem (directe verdamping)	Directe condensatie (via de gebouwstructuur)	1,5 °C	35 °C	4,1

- Ofwel volgens de methodologie van de norm NBN EN 14511, rekening houdend met de volgende vereisten :

Winningsbron	Energieozing	T° van het bad dat in contact komt met de verdamper	T° hete bron bij de condensatoruitgang	Minimale COP
Bodem (directe verdamping)	Directe condensatie (via de gebouwstructuur)	- 5 °C	35 °C	4

3.a.c. Sorptiegas warmtepompen die vallen onder voorschrift 813 voor ruimteverwarming

Het gaat alleen om warmtepompen met de volgende combinaties van warmtebron en energieafvoer :

- Buitenlucht / Water
- Bodem (via glycolwater) / Water
- Bodem (directe verdamping) / Water
- Water (ondergrond of oppervlak) / Water

De warmtepomp voor de verwarming van een woning voldoet aan een minimale seizoensgebonden efficiëntiecoëfficiënt voor het gasgebruik in de verwarmingsmodus (SGUEh), vastgesteld volgens de methodologie van Verordening 813, aangevuld met Mededeling 2014/C 207/02.

Dit varieert afhankelijk van de gebruikte technologie en het temperatuurregime dat door de fabrikant op de Technische Fiche EcoDesign is aangegeven:

- Als het wordt aangegeven als "Lage temperatuur : 'Ja', het is noodzakelijk om zowel op de gegevens als op het criterium bij 35 °C te vertrouwen;

- Als het wordt aangegeven als "Lage temperatuur : 'Nee', het is noodzakelijk om zowel op de gegevens als op het criterium bij 55 °C te vertrouwen;

De seizoensgebonden efficiëntiecoëfficiënten voor het gasgebruik die in de verwarmingsmodus (SGUEh) moeten worden bereikt, zijn :

Winningsbron	Energieozing	SGUEh 35 °C	SGUEh 55 °C
Buitenlucht	Water	1,28	1,13
Water	Water	1,33	1,18
Bodem	Water	1,33	1,18

3.a.d. Gecombineerde warmtepompen

Als de warmtepomp ook voor de productie van sanitair warm water wordt gebruikt en de installatie is uitgerust met een aparte warmwatertank (niet geïntegreerd in de warmtepomp), dan vermeldt deze :

- Ofwel, voor warmwatertanks met een volume van 500 liter of minder, een energie-efficiëntieklasse van ten minste C, vastgesteld volgens de methodologie van Gedelegeerde Verordening 812, aangevuld met Mededeling 2014/C 207/03;

- Ofwel, voor warmwatertanks met een volume van meer dan 500L, statische verliezen, S, uitgedrukt in W, vastgesteld volgens de methodologie van Verordening (EU) nr. 814/2013, aangevuld met Mededeling 2014/C 207/03, die niet meer bedraagt dan :

waarbij V het volume van de warmwatertank, uitgedrukt in l, vertegenwoordigt.

Het systeem voorkomt het risico op legionellose en is uitgerust met een conventionele veiligheidsgroep.

3.b. Warmtepompen voor de exclusieve productie van sanitair warm water (WP PSW) onderworpen aan Verordening 814

Het systeem voorkomt het risico op legionellose en is uitgerust met een conventionele veiligheidsgroep.

Warmtepompen voor de productie van warm water voor huishoudelijk gebruik hebben een minimale energie-efficiëntie voor waterverwarming, η_{wh} , vastgesteld volgens de methodologie van Verordening 814, aangevuld met Mededeling 2014/C 207/03, die varieert naargelang het profiel van het toestel.

De te bereiken energie-efficiëntie voor het verwarmen van water is :

Tapprofiel van de warmtepomp	Warmtebron : "Buitenlucht"	Warmtebron : "Water" of "Bodem"
M	$\eta_{wh} \geq 65 \%$	$\eta_{wh} \geq 100 \%$
L	$\eta_{wh} \geq 75 \%$	$\eta_{wh} \geq 115 \%$
XL	$\eta_{wh} \geq 80 \%$	$\eta_{wh} \geq 123 \%$
XXL, 3XL & 4XL	$\eta_{wh} \geq 85 \%$	$\eta_{wh} \geq 131 \%$

Deze informatie kan worden gevonden op de Technische Fiche EcoDesign van het toestel.

4. Bijzonder criterium voor warmtepompen met buitenlucht als warmtebron

4.a. De verdamper bevindt zich buiten het gebouw.

In het geval van een dynamische winning op de buitenlucht kan de verdamper echter binnen het gebouw geplaatst worden als hij voorzien is van hermetische en geïsoleerde omhulsels voor de aanzuiging van de buitenlucht en de afvoer van de aangezogen lucht naar de buitenkant van het gebouw.

4.b. In het geval van een statische winning op de buitenlucht wordt de warmtepomp niet uitgerust met een ontdooiingssysteem, maar wordt de buitenwisselaar zonder belemmering van het zonlicht en de natuurlijke luchtstroom gericht tussen het oosten en het westen en via het zuiden.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 27 mei 2019 houdende uitvoering van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een premieregeling voor de uitvoering van een audit, van de rapporten over de opvolging van de werken ervan en van de investeringen tot bevordering van energiebesparing en van de renovatie van een woning.

Namen, 27 mei 2019.

J.-L. CRUCKE

V. DE BUE